

DECISION DCC 18-102

DU 19 AVRIL 2018

Date : 19 avril 2018

Requérante : Saïbou Raphiou SANNY

Contrôle de conformité

Procédure judiciaire

Délai anormalement long

Violation de la Constitution

La Cour constitutionnelle,

Saisie d'une requête du 26 décembre 2017 enregistrée à son secrétariat à la même date sous le numéro 2121/355/REC, par laquelle Monsieur Saïbou Raphiou SANNY forme un recours en « dénonciation des agissements de la Cour suprême (chambre administrative) relativement au dossier n°2004-179/CA2 » ;

VU la Constitution du 11 décembre 1990 ;

VU la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï Madame Marcelline-C. GBEHA AFOUDA en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

CONTENU DU RECOURS

Considérant que le requérant expose : «... En 2004, j'ai introduit à la Chambre administrative de la Cour suprême un dossier de recours contre le directeur général de l'ex-OPT ... pour mon reclassement administratif de la catégorie A2 à la catégorie A1. Ce

dossier enregistré dans les services compétents de la Cour suprême a reçu le sceau du greffier en chef F. TCHIBOZO-QUENUM, laquelle m'a assigné aux formalités d'usage, notamment le paiement de six mille (6.000) francs CFA dont les frais d'enrôlement, la production de mémoire ampliatif et de preuve de recours administratif.

Mieux, le suivi par moi-même de mon dossier à la Cour suprême (Chambre administrative) m'a souvent conduit dans le bureau du responsable des dossiers CA2 :

- Maître VIGNINOU m'a reçu plusieurs fois dans son bureau tant à Cotonou qu'à Porto-Novo ; il m'a toujours signifié que mon dossier était bien en place et évoluait ;

- Maître MAMA, j'ai été dans son bureau à Porto-Novo au moins une fois. Elle m'a aussi renseigné positivement.

Aujourd'hui ... gros mystère à la Cour suprême autour de mon dossier devenu introuvable. Deux des structures de cette institution digne de respect se renvoient inlassablement la balle. La Chambre administrative susurre, sans donner la preuve, que le dossier est déjà au Parquet. Le Parquet à son tour nie avoir reçu un tel dossier. Depuis des mois, sinon des années, on me fait régulièrement prendre les escaliers conduisant aux différents bureaux de l'imposant immeuble. Toutes les recherches opérées dans ces structures pour retrouver mon dossier demeurent infructueuses, me dit-on, à tous les niveaux. Ces agissements à la Cour suprême (Chambre administrative) violent la liberté et le droit du citoyen béninois que je suis et ne contribuent nullement à une gestion apaisée de la cité » ; qu'il demande à la Cour de déclarer inconstitutionnels de tels agissements et d'inviter la Cour suprême (Chambre administrative) à retrouver son dossier pour la suite du processus judiciaire... » ;

Considérant qu'il joint à sa requête le récépissé de versement n° 3027 du 11 janvier 2005 des frais d'enrôlement de son dossier, les lettres n°s 0521/GCS du 03 février 2005 et 1851/GCS du 23 mai 2005 à lui adressées par le greffier en chef de la Cour suprême ;

INSTRUCTION DU RECOURS

Considérant qu'en réponse à la mesure d'instruction de la Cour, le président de la Cour suprême, Monsieur Ousmane BATOKO, écrit : « ... Le président de la Chambre administrative a été instruit aux fins de me situer sur l'évolution du dossier ouvert à la suite du

recours introduit par Monsieur Raphiou SANNY et enregistré au greffe de la Cour sous le numéro 2004-179/CA2. Des investigations menées, il ressort que si un dossier a été ouvert au nom du requérant Raphiou S. SANNY sous le numéro ci-dessus indiqué, il n'en demeure pas moins vrai qu'aucune trace dudit dossier n'a été retrouvée ni au service du greffe ni à la Chambre administrative.

Le procès-verbal de passation de charges intervenue le 30 septembre 2016 entre le président de la Chambre administrative sortant, Monsieur Grégoire ALAYE, et le président intérimaire de ladite Chambre, Monsieur Victor ADOSSOU, ne fait nullement état de ce qu'un tel dossier est pendant devant la juridiction administrative. La procédure n°2004-179/CA2 ne figure donc pas sur la liste des dossiers de passation de service.

Le président de ladite Chambre a dû recevoir à son cabinet Monsieur Raphiou S. SANNY successivement les 26 janvier, 9 mars et 12 mars 2018 pour se faire une idée de la traçabilité du dossier. Avec l'esprit de coopération du requérant, le dossier a été reconstitué et les dernières mesures d'instruction ont été ordonnées par le président de la Chambre.

J'ai instruit ce dernier aux fins d'une attention particulière à accorder à la procédure aux fins de son accélération.

Il résulte de tout ce qui précède que la Chambre administrative a, avec la collaboration de Monsieur Raphiou S. SANNY, pris toutes les dispositions pour la reconstitution du dossier et son aboutissement à brève échéance » ;

ANALYSE DU RECOURS

Considérant qu'aux termes de l'article 7.1.d) de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples : « *Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue. Ce droit comprend : d) le droit d'être jugé dans un délai raisonnable par une juridiction impartiale* » ;

Considérant qu'il ressort des éléments du dossier, notamment, d'une part, des pièces produites au dossier par le requérant, qu'il a formellement saisi la Cour suprême de sa requête depuis l'année 2005, d'autre part, des observations du président de la Cour suprême « qu'aucune trace dudit dossier n'a été retrouvée ni au service du greffe ni à la chambre administrative » ; que toutefois, ledit « dossier a été reconstitué et les dernières mesures d'instruction ont été ordonnées par le président de la chambre » ;

Considérant qu'il est constant que le dossier judiciaire enrôlé sous le numéro 2004-179/CA2 opposant Monsieur SANNY S. Raphiou au directeur général de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) a disparu des rôles du greffe de la Cour suprême ; que de 2005, année de la saisine de la Cour suprême par le requérant, à 2018, année de reconstitution du dossier par ladite Cour, aucun acte d'instruction n'a été posé dans ledit dossier ; qu'il y a lieu d'en conclure que le délai mis pour le règlement du litige est anormalement long ; que tous les greffiers en chef et présidents de la chambre administrative de la Cour suprême qui se sont succédés depuis la date du 11 janvier 2005 ont donc méconnu l'article 35 de la Constitution aux termes duquel « *Les citoyens chargés d'une fonction publique ou élus à une fonction politique ont le devoir de l'accomplir avec conscience, compétence, probité, dévouement et loyauté dans l'intérêt et le respect du bien commun* » ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : Les greffiers en chef et présidents de la Chambre administrative de la Cour suprême qui se sont succédés depuis le 11 janvier 2005 ont méconnu l'article 35 de la Constitution.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à Monsieur Saïbou Raphiou SANNY, à Monsieur le Président de la Cour suprême et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le dix-neuf avril deux mille dix-huit,

Messieurs Théodore	HOLO	Président
Zimé Yérima	KORA-YAROU	Vice-Président
Bernard Dossou	DEGBOE	Membre
Madame Marcelline-C.	GBEHA AFOUDA	Membre
Monsieur Akibou	IBRAHIM G.	Membre
Madame Lamatou	NASSIROU	Membre

Le Rapporteur,

Le Président,

Marcelline-C. GBEHA AFOUDA.- Professeur Théodore HOLO.-